

22 août 2023

L'Afrique du Nord et les BRICS : Si c'est "une carte à jouer" pour sortir du FMI, il y a plusieurs options sur lesquelles la région devrait miser

¹<https://www.leaders.com.tn/article/35086-qui-sont-les-23-pays-candidats-a-l-adhesions-aux-brics>

² <https://www.leaders.com.tn/article/35086-qui-sont-les-23-pays-candidats-a-l-adhesions-aux-brics>

³https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/21/sommet-des-brics-l-afrique-du-sud-refuse-une-competition-entre-puissances-mondiales_6186049_3212.html

⁴<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/maroc-nous-navons-pas-d%C3%A9pos%C3%A9-de-demande-officielle-dadh%C3%A9sion-aux-brics/2971745>

⁵<https://english.alarabiya.net/News/north-africa/2023/07/21/Algeria-applies-to-join-BRICS-with-a-contribution-of-1-5-bl>

⁶<https://www.businessnews.com.tn/legypte-est-elle-devenue-membre-des-brics,540,131263,3>

⁷http://www.economie-tunisie.org/fr/Sortir_du_FMI_Partie_1_Diversifier

⁸ "BRICS : la Tunisie rate le coche de l'Histoire", C. Ben Ruine, Observatoire Tunisien de l'Economie, mars 2013

Le 15ème sommet des pays membres du groupe BRICS débutera officiellement le mardi 22 août en Afrique du Sud et devrait à cette occasion étudier les possibilités d'adhésion de nouveaux pays ayant manifesté leur intérêt. Reprenant un briefing presse des BRICS, le média Leaders mentionne qu'en Afrique du Nord, le Maroc, l'Algérie et l'Égypte font partis des 23 pays candidats à l'adhésion aux BRICS¹.

Le bloc Brésil, Russie, Inde et Chine s'est constitué et s'est réuni pour la première fois en juin 2009. Rejoint par l'Afrique du Sud en 2010, ils forment ce que l'on appelle aujourd'hui les BRICS. Représentant une alternative à l'hégémonie du bloc atlantiste (OTAN/G8) sur le plan économique et financier, le bloc aurait rappelé ce positionnement de "défenseurs des intérêts du Sud global" lors du même briefing presse². Sur fond de divisions internationales attisées par la guerre entre la Russie et l'Ukraine cette année, le président sud-africain a mis en garde sur «la compétition entre puissances mondiales» et a rappelé l'ouverture des BRICS aux pays « qui partagent le désir commun d'avoir un ordre mondial plus équilibré ».³

Si la candidature du Maroc est aujourd'hui moins sûre⁴, l'Algérie est résolue ayant officiellement fait une demande d'adhésion et promis une première contribution de 1,5 milliard de dollars pour la Nouvelle Banque de Développement du groupe (New Development Bank –NBD)⁵. Pour l'Égypte, les autorités n'ont pas réagi aux déclarations d'un diplomate russe concernant une demande d'adhésion du pays au groupe BRICS (juin 2023), mais auraient en tout cas confirmé l'adhésion de l'Égypte à la NBD et une contribution de à 1,196 milliard de dollars⁶. Le groupe BRICS a en effet créé son propre dispositif financier, comprenant le BRICS Contingent Reserve Arrangement (CRA) pouvant être considéré comme une alternative au Fond Monétaire International (FMI) et la New Development Bank (NDB) comme une alternative à la Banque Mondiale⁷.

Dans le passé, la Tunisie a pu négliger les BRICS⁸. Dépendante économiquement de l'Union Européenne, la Tunisie a certainement misé sur le bloc atlantiste qui prit soin de sécuriser son influence dans la région d'Afrique du Nord avec le

⁹ « Partenariat de Deauville : comment la Tunisie est-elle en train de perdre sa souveraineté », Chafik Ben Rouine, Observatoire Tunisien de l'Economie, 2013

¹⁰ — <https://kapitalis.com/tunisie/2023/08/19/diplomatie-la-tunisie-ressort-la-carte-des-brics/>

¹¹ « Commerce extérieur en Tunisie: En 2022, l'Italie et la Chine devançant la France pour la première fois », Chafik Ben Rouine, Observatoire Tunisien de l'Economie, DataAnalysis n°26, janvier 2023

¹² « BRICS : la Tunisie rate le coche de l'Histoire », C. Ben Ruine, Observatoire Tunisien de l'Economie, mars 2013

¹³ — <https://www.aa.com.tr/fr/%C3%A9conomie/l%C3%A9gypte-d%C3%A9pose-une-demande-officielle-pour-rejoindre-les-brics/2922076>

¹⁴ « Sortir du FMI Partie 1: Diversifier », Chafik Ben Rouine, Observatoire Tunisien de l'Economie, février 2023

¹⁵ « Sortir du FMI Partie 1: Diversifier », Chafik Ben Rouine, Observatoire Tunisien de l'Economie, février 2023

¹⁶ <https://au.int/fr/treaties/protocole-portant-creation-du-fonds-monetaire-africain>

Partenariat de Deauville en 2011 au lendemain des révolutions⁹. Cette année, à quelques jours du début du sommet des BRICS, la Tunisie semble finalement considérer la possibilité d'y participer¹⁰. Il est à noter que l'année 2022 a été une année dynamique en termes de changements dans le commerce extérieur de la Tunisie, en particulier avec les BRICS ainsi qu'a pu le montrer dernièrement l'Observatoire Tunisien de l'Economie (OTE). En comparaison avec 2021, le volume des échanges a augmenté d'environ 50% avec le Brésil et l'Inde, et de 84% avec la Russie, sans compter que la Chine est devenu le deuxième fournisseur de la Tunisie devant la France¹¹.

Même si la Tunisie n'a pas la volonté officielle ou les conditions d'adhérer au BRICS cette année, il apparaît toujours aussi judicieux de commencer à prendre part aux échanges des BRICS, à l'heure où le FMI n'a toujours pas statué sur le prêt négocié avec la Tunisie. Ayant récemment conclu un accord avec le FMI, l'Égypte a pu déjà faire jouer la concurrence entre les blocs dans le passé¹² avant même d'y adhérer. L'Égypte aurait d'ailleurs récemment déclaré en 2023 son intention « d'abandonner le dollar américain dans le commerce mutuel avec les États membres du bloc économique BRICS, et de

payer ses importations vers ces pays en devises locales »¹³. Comme l'OTE a pu le montrer, même si les dispositifs régionaux comme les BRICS ne peuvent pas être les seules lignes de défense pour protéger les réserves officielles de l'Etat, ces dispositifs ne constituent pas moins, une des alternatives au financement du FMI¹⁴. La Tunisie et ses partenaires en Afrique du Nord pourraient ainsi plaider au découplage des dispositifs financiers des BRICS vis-à-vis du FMI car actuellement, 30% du quota de chaque pays seulement est accessible sans la nécessité d'obtenir un programme du FMI au préalable.

Qui sait ? Dans les couloirs du sommet des BRICS, les Etats d'Afrique du Nord pourrait aussi s'interroger sur l'avenir du Fond Monétaire Arabe (FMA), autre dispositif financier régional qui pourrait également s'émanciper du FMI et augmenter ses capacités financières. Une troisième carte à jouer dans les coulisses de ces rencontres internationales pour résister à l'hégémonie du "Premier Monde" serait la poursuite des échanges africains sur le protocole portant création du Fond Monétaire Africain¹⁵. En Afrique du Nord, cette alternative prometteuse n'a été signé pour l'instant que par la Mauritanie¹⁶.